



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1146  
4 décembre 1998

ORIGINAL : FRANÇAIS

---

LETTRE DATÉE DU 3 DÉCEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU  
CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA  
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO AUPRÈS DE L'ORGANISATION  
DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre en annexe de la présente un mémorandum du Gouvernement de la République démocratique du Congo relatif aux crimes contre l'humanité et aux graves violations des droits de l'homme dont se rendent coupables les forces armées de la coalition rwando-ougandaise dans les provinces de la République démocratique du Congo sous occupation.

Mon gouvernement vous prie de bien vouloir faire circuler ledit mémorandum comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) André MWAMBA KAPANGA

ANNEXE

Mémoire daté du 2 décembre 1998 sur les massacres perpétrés  
par les troupes rwandaises et ougandaises dans les provinces  
du Kivu en République démocratique du Congo

1. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a l'honneur d'alerter la communauté internationale sur la poursuite des graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international perpétrées, en toute impunité, par les troupes d'agression rwandaises et ougandaises dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo.

2. Le présent mémoire fait suite à ceux datés du 31 août 1998 sur l'agression armée dont la République démocratique du Congo est victime de la part de la coalition rwando-ougandaise (S/1998/827) et du 6 novembre 1998 sur la situation qui prévaut en République démocratique du Congo (S/1998/1042), adressés au Président du Conseil de sécurité.

I. ASSASSINATS

3. Les troupes d'agression de la coalition rwando-ougandaise continuent de poursuivre inexorablement leur oeuvre maléfique de génocide du peuple congolais sous l'indifférence totale de la communauté internationale. Les assassinats de paisibles citoyens congolais sont devenus monnaie courante et servent à maintenir la population dans la terreur la plus abjecte. Ci-après, de nouveaux faits qui viennent s'ajouter à la liste malheureusement déjà longue des méfaits commis par la coalition rwando-ougandaise.

4. Le 3 août 1998, vers 16 heures, un groupe de 38 officiers et une centaine de soldats des Forces armées congolaises, préalablement désarmés, a été assassiné à l'aéroport de Kavumu. Le peloton d'exécution était dirigé par le commandant Tshapululu Palanga de la 222e Brigade des Forces armées congolaises.

5. Le 27 septembre 1998, M. Shabade, de retour de l'hôpital de Bukavu où il avait visité sa femme qui venait d'accoucher, est tué dans sa résidence par quatre militaires rwandais.

6. Le 1er octobre 1998, M. Knashama est enlevé chez lui par des militaires rwandais. Son cadavre, abandonné sur la route près de l'Institut supérieur pédagogique de Bukavu, est retrouvé environ une heure plus tard.

7. Le 16 octobre 1998, Nyenyezi Bahati, 26 ans, habitant la zone de Kadutu à Bukavu, a été lâchement assassiné par une patrouille de six militaires rwandais sans mobile apparent.

8. Le 28 octobre 1998, Ngasi Okubikaba, habitant le quartier de Mulengeza, est assassiné par des militaires qui saccagent sa maison et brutalisent sa famille.

9. Le 1er novembre 1998, Furaha Nvuzabagoma, âgée de 17 ans, habitant le quartier de Cimpunda, est abattue d'une balle dans la tête par un militaire rwandais pour avoir refusé d'accepter ses avances sexuelles et de le suivre.

/...

10. Le 3 novembre 1998, les habitants du quartier Cihamba découvrent, parmi les ordures, un charnier des corps ligotés de 12 personnes qui ont été assassinées à l'arme blanche. Avant qu'on ait eu le temps d'identifier les victimes, un camion rempli de militaires rwandais a ramassé les cadavres et les a fait disparaître.

11. Ces tueries ont été confirmées par des sources indépendantes. Toutefois, dans les différentes localités de l'intérieur des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Maniema, les cas d'assassinats et de tueries perpétrés par les militaires rwandais sur la population civile sont beaucoup plus nombreux, même s'il n'est pas aisé d'en avoir une documentation précise.

12. C'est ainsi que du village de Bushaku (zone de Kalehe), nous est parvenue la nouvelle de l'assassinat, à titre de représailles, du vieux chef du village, Alphonse Kaswela, âgé de 75 ans. Cet acte horrible a été perpétré le 28 octobre 1998 par des militaires rwandais, de retour d'un accrochage avec les combattants maï-maï. Ils ont également assassiné, brûlé vifs, sa femme, Madeleine M'Cibolo, ainsi que son petit-fils. À cette même occasion, les militaires rwandais ont égorgé un enfant de 10 ans répondant au nom de Jules Kamwenda-Fataki.

13. En ce qui concerne les massacres commis à Kasika le lundi 24 août 1998, dans la chefferie de Lwindi, en territoire de Mwenga, les informations partielles que le Gouvernement reçoit de cette région sous occupation de la coalition rwando-ougandaise permettent d'informer la communauté internationale des atrocités suivantes :

a) Lors des massacres, la majorité des cadavres découverts sur un trajet de 60 km, de Kilungutwe à Kasika, étaient pour l'essentiel des femmes et des enfants. Les femmes avaient été violées avant d'être assassinées à l'arme blanche, leurs ventres ouverts du vagin à l'abdomen;

b) À Kilungutwe, plus de 127 personnes ont été massacrées et leurs corps jetés dans les fosses des toilettes indigènes;

c) À Kalama, 16 personnes ont été tuées au quartier Ibanda et 31 au centre-ville;

d) Dans les alentours de Kasika, à la maison de feu Mupali Zotos, mieux connu sous le sobriquet de Mbilizi, un ressortissant de nationalité grecque et une dizaine de Congolais ont été fusillés;

e) Dans la forêt avoisinant Kasika, 400 personnes parmi les sous-groupes de l'ethnie Warega, à savoir les Mangele et les Tupiengenge, ont été également massacrées;

f) Plusieurs commerçants bashi ayant l'habitude de faire leur commerce de Kabare et de Walungu vers Kamituga et qui ont eu le malheur de se trouver dans la zone de Kasika ce 24 août 1998 ont été tués.

14. Le Gouvernement de la République démocratique du Congo a été également en mesure d'entrer en possession du témoignage de Ngwata Chibashimba, chef du groupement Burhinyi-sud et du Révérend Pasteur Jean-Paul Wabenga, pasteur responsable de la Celm-Kilungutwe, lesquels ont adressé une lettre pathétique destinée aux responsables des droits de l'homme en Europe et aux pasteurs des églises du Christ à Grabs (Suisse). Pour une meilleure appréciation des crimes qui ont été commis notamment à Kasika, le Gouvernement de la République démocratique du Congo a jugé utile de livrer ce témoignage in extenso et sans aucune modification.

"Aux responsables des droits de l'homme en Europe. Aux pasteurs des églises du Christ à Grabs (Suisse).

Objet : S.O.S. Les carnages continuent à faire horreur ici  
à l'Est-Congo. Ne nous abandonnez pas.

Chers frères,

Depuis le 9 août 1998, nous apprenons ici que de violents combats se font entre les nationalistes maï-maï et des soldats rwandais et ougandais venus conquérir notre pays. Le 10 août 1998, nous avons vu de nos yeux ces soldats. En passant dans cette contrée, plus précisément à un kilomètre de Kasika, ces agresseurs ont fui devant les maï-maï en retournant vers Bukavu via Kasika, Kilungutwe, Kimalandjala, Burhuza, où ils ont laissé, pour souvenir de leur passage, la désolation la plus totale.

Nous sommes ici à Kilungutwe, non loin de la résidence du Mwami Kalenga (tué par des Tutsis rwandais-ougandais), chef de la collectivité, chefferie de Lwindi-Kasika; c'est au fin fond des collines, où la presse et la télévision n'arrivent pas. Plusieurs martyrs dans cette guerre qui nous est imposée par les États-Unis d'Amérique avec ses alliés l'Ouganda et le Rwanda ne sont connus que de Dieu seul. Il y a presque plus d'une semaine déjà (un certain lundi, jour du marché de Kilungutwe qui regroupe plus de 3 000 personnes pour faire leurs achats) que les soldats rwandais et ougandais sont venus massacrer des populations civiles sans moyens de défense.

C'est ainsi que le curé de la paroisse de Kasika, un religieux, des soeurs religieuses, des évangélistes protestants, le Mwami Kalenga, chef de la collectivité-chefferie de Lwindi, avec toute sa famille ont été tués tous, les uns à coups de balles, les autres à coups de baïonnettes et machettes enfoncées dans les ventres et dans les têtes. La population civile a été encerclée à Kasika par ces soldats qui entraient, maison par maison, où hommes, femmes et enfants étaient égorgés sans pitié.

Namuguma Mihingano, un grand commerçant ici, a été l'un des rescapés de ce génocide fait par des agresseurs rwando-ougandais. Il nous déclare avoir vu ces soldats cachés dans des buissons à Nyabulimba où toute personne venant de Kitwabaluzi, de Itudi, de

/...

Chibindie, de Mulanga et de Ngweshe était capturée, ligotée les bras au dos pour aller être enfermée dans trois grandes maisons couvertes des pailles à droite de l'ancienne boutique-bar de M. Jonas. Une fois que l'une des maisons pleines d'hommes se remplissait, ces soldats avaient mis du feu dessus. Toutes les victimes, enfermées, étaient calcinées, ceux qui pouvaient sortir par la fenêtre pour s'enfuir recevaient des balles dans la tête ou dans le ventre. Ces génocidaires soldats tutsis ne sont pas entrés dans chacune des maisons pour vérifier et achever ceux qui n'étaient pas totalement morts, c'est l'explosion d'une grenade ou d'une strim jetée par la fenêtre qui a fait la triste besogne. De nombreuses familles entières ont été exterminées. À neuf heures du matin, les femmes Njabuka, Maria wa Minali, Jeanne Kasibi, Mtenga Nabintu, Chidunda Ntegesa, Hobe wa Banige, Kararo wa Guluma, M'Munyangwa et M'Chirera qui étaient en train de cultiver dans leurs champs se trouvant le long de la route Mimaladjala ont vu des soldats venir les prendre de force, les violer pour finir par être assassinées au moyen des armes blanches. Ces femmes ont été éventrées, des yeux arrachés, leurs cadavres abandonnés nus sur la route. Arrivés à Burhuza dans l'après-midi du même jour, ces soldats sont entrés dans la plantation Kinaplant où ils ont tué le gérant de cette plantation et son vieux sentinelle. Nous venons de perdre 1 316 personnes ici, toutes tuées par ces soldats rwandougandais, sans compter ceux qui ont été tués et jetés dans les buissons dont on continue à retrouver les cadavres.

Chers frères, vous qui défendez les droits de l'homme, ayez pitié de nous, en demandant aux agresseurs de notre pays de cesser de s'attaquer à la population civile et à nos églises, surtout, nous souhaiterions qu'ils rentrent chez eux au Rwanda et en Ouganda.

Le représentant des groupements  
de partie Burhinyi-Sud,

Le Pasteur responsable de  
la Celm-Kilungutwe

Le chef de groupement

(Signé) Jean-Paul WABENGA"

(Signé) Ngwata CHIBASHIMBA

## II. ARRESTATIONS ARBITRAIRES

15. Le 22 octobre 1998, suite à la fuite de Jean-Charles Magabe, Gouverneur de la province du Sud-Kivu, cinq membres de la délégation qui l'accompagnaient à Uvira, à savoir Badesire Usungu, Secrétaire privé du Gouverneur, Jean Banyaga Matembeira, beau-frère du Gouverneur, Rutega Bushungu, chauffeur, Mongu Malas, garde du corps du Gouverneur et Patrice Bashizi, garde du corps du Gouverneur, ont été appréhendés à Bujumbura par les autorités burundaises en violation flagrante du droit humanitaire international. En effet, ces personnes s'étaient présentées le 17 octobre 1998 à la représentation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), pour demander la protection et l'assistance du HCR. Selon une lettre de protestation adressée le 30 octobre 1998 au major Pierre Buyoya par l'Organisation Human Rights Watch, ces personnes avaient effectivement obtenu la protection et l'assistance du HCR.

/...

16. Les infortunés seront refoulés par force dans les zones d'occupation par les autorités burundaises et emprisonnés à Bukavu sous l'accusation d'avoir été complices de la fuite du Gouverneur. Ils ont été retenus dans le cachot de la Brigade spéciale de recherche et de sécurité et financement libérés le 6 novembre 1998.

### III. DÉPLACEMENT DE POPULATIONS

17. L'attention de la communauté internationale doit être attirée sur les velléités de la coalition rwando-ougandaise de modifier en leur faveur le fragile équilibre ethnique des provinces sous leur contrôle.

18. C'est ainsi que pour pourvoir au renforcement de la présence tutsie au Sud-Kivu, il a été procédé à partir de la fin du mois d'octobre 1998 jusqu'au début du mois de novembre 1998 au déplacement de toute la population tutsi-babyura dans la zone de Moba, au nord-est de la province du Katanga. Cette population, estimée à 20 000 âmes environ, a été installée dans la zone de Uvira. Ce mouvement de personnes, quoique s'effectuant actuellement à un rythme plus ralenti, s'opère au mépris des droits les plus élémentaires des populations congolaises qui se voient confisquer leurs terres et ravager leurs champs par les troupeaux de vaches des nouveaux venus. Ce mouvement a également eu pour effet de susciter une peur indescriptible chez bon nombre de paysans qui ont fui leurs villages pour se réfugier dans la forêt ou trouver refuge chez les habitants des contrées voisines. À titre d'exemple, l'arrivée dans la zone de Uvira de la population tutsi-bavyura a provoqué un déplacement important des populations locales de Bunyakiri, Kalonge, Nyabibwe, Kasika-Mwenga, Kitutu et Shabunda.

19. Il est troublant de constater que l'ensemble de l'effort d'assistance humanitaire des organisations non gouvernementales encore présentes et actives dans ces zones est détourné en faveur de cette opération de modification de l'équilibre ethnique au détriment des populations authentiquement congolaises.

### IV. INTIMIDATION DE LA POPULATION

20. Le 17 octobre 1998, une "marche de soutien" et un rassemblement populaire sont organisés par les soi-disants dirigeants de la rébellion pour célébrer la victoire de Kindu, tombé le 12 octobre 1998. Les quelques centaines d'habitants de Bukavu qui, par contrainte ou par curiosité participaient à cette manifestation, ont suivi dans une ambiance glaciale les différents discours creux et agressifs et menaçants des autorités d'occupation, notamment Messieurs Bizima Karaha, chargé des relations extérieures des soi-disant rebelles, Mutware, maire de facto de Bukavu et Serukiza, Vice-Gouverneur de facto du Sud-Kivu.

### V. CONCLUSION

21. Compte tenu de tout ce qui précède, le Gouvernement de la République démocratique du Congo réitère une fois de plus au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies sa demande d'assumer toutes ses responsabilités et de jouer pleinement son rôle de maintien de la paix et de la sécurité internationales, notamment en :

/...

a) Condamnant vigoureusement l'invasion du territoire congolais par les troupes rwandaises et ougandaises;

b) Exigeant du Rwanda et de l'Ouganda le retrait immédiat de leurs troupes du territoire congolais;

c) Leur demandant de cesser immédiatement toutes les exactions envers la population congolaise des provinces occupées;

d) Initiant la procédure visant l'arrestation, la traduction en justice et la condamnation des responsables des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international perpétrées contre la population congolaise suite à l'agression armée contre la République démocratique du Congo dont ils se sont rendus coupables.

-----